



Bureau sous-régional en Afrique du Nord
Comité intergouvernemental de hauts
fonctionnaires et d'experts
pour l'Afrique du Nord
Trente-neuvième réunion

Bureau sous-régional en Afrique de l'Ouest
Comité intergouvernemental de hauts
fonctionnaires et d'experts
pour l'Afrique de l'Ouest
Vingt-septième réunion

Troisième réunion conjointe

Rabat (hybride), 19-21 novembre 2024

Point 5 de l'ordre du jour provisoire**

L'évolution des conditions économiques
et sociales en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest :
examen des profils sous-régionaux

Tour d'horizon de la situation socioéconomique : profil sous-régional de l'Afrique du Nord, 2023-2024

* Nouveau tirage pour raisons techniques (8 novembre 2024).

** ECA/SRO-NA/ICSOE/39/1-ECA/SRO-WA/ICSOE/27/1.



Introduction

1. Malgré une reprise en 2021, la croissance économique en Afrique du Nord est en baisse depuis deux ans, passant de 4,3 % en 2022 à 2,1 % en 2023. Ce recul est dû à la baisse de la production pétrolière, à l'adoption de mesures rigoureuses et, surtout, aux nombreuses difficultés auxquelles sont confrontés les pays de la sous-région. Le conflit actuel entre la Fédération de Russie et l'Ukraine et les répercussions de la guerre au Soudan ont entraîné une baisse marquée de la croissance économique dans l'ensemble de la sous-région en 2023, notamment sous l'effet d'une contraction de 37,5 % du produit intérieur brut réel au Soudan¹.

2. Les catastrophes naturelles, notamment les inondations en Libye et le tremblement de terre au Maroc, ont eu un lourd bilan humain et matériel. Les incidences des changements climatiques, en particulier la sécheresse, ont encore exacerbé les difficultés, sapant les efforts consentis pour tenter de maîtriser l'inflation. Le Maroc et la Tunisie ont connu plusieurs années consécutives de faibles précipitations, ce qui ont compromis leur sécurité alimentaire. En outre, le conflit en cours dans la bande de Gaza se fait directement ressentir sur l'économie de l'Égypte, compte tenu de sa proximité géographique et de ses relations commerciales établies de longue date.

3. Avant ces tensions géopolitiques, l'Afrique du Nord souffrait déjà d'une charge budgétaire considérable due à la pandémie mondiale, qui avait entraîné une hausse du niveau de la dette dans toute la sous-région. Le conflit entre la Fédération de Russie et l'Ukraine a perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales, provoquant dans de nombreux pays d'Afrique du Nord une hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, un resserrement des conditions de financement et une vulnérabilité accrue à la dette. Du fait de l'escalade de la guerre civile, le Soudan est en proie à un cycle d'endettement insoutenable, plongé dans une crise aux multiples facettes. L'Égypte et la Tunisie font face à de graves difficultés financières, dont la dépréciation de la monnaie locale, la diminution des réserves de change et l'augmentation des pressions budgétaires, qui poussent ces pays à s'endetter lourdement.

4. En revanche, la Libye a enregistré une amélioration notable de ses liquidités et de sa balance des paiements, bénéficiant d'une hausse de la production pétrolière et d'une stabilisation du cours international du pétrole en 2023. La Mauritanie a elle aussi enregistré des résultats économiques positifs, ses exportations de minerai de fer et d'or bénéficiant d'une demande accrue et de la hausse des cours mondiaux en 2023.

5. Les perspectives économiques de l'Afrique du Nord restent incertaines en 2024, en grande partie à cause du conflit en cours au Soudan et de la persistance des tensions géopolitiques mondiales. Le présent rapport porte sur les tendances socio-économiques qui ont caractérisé la période 2023-2024. Il comprend une analyse de la manière dont les fluctuations des prix des matières premières et le resserrement monétaire mondial se ressentent sur l'économie des pays d'Afrique du Nord. Il donne aussi une vue d'ensemble de certains indicateurs sociaux, en particulier en ce qui concerne le chômage.

¹ Banque africaine de développement, *Perspectives économiques en Afrique 2024 : Driving Africa's Transformation - the Reform of the Global Financial Architecture* (Abidjan, 2024).

I. Résultats et perspectives macroéconomiques

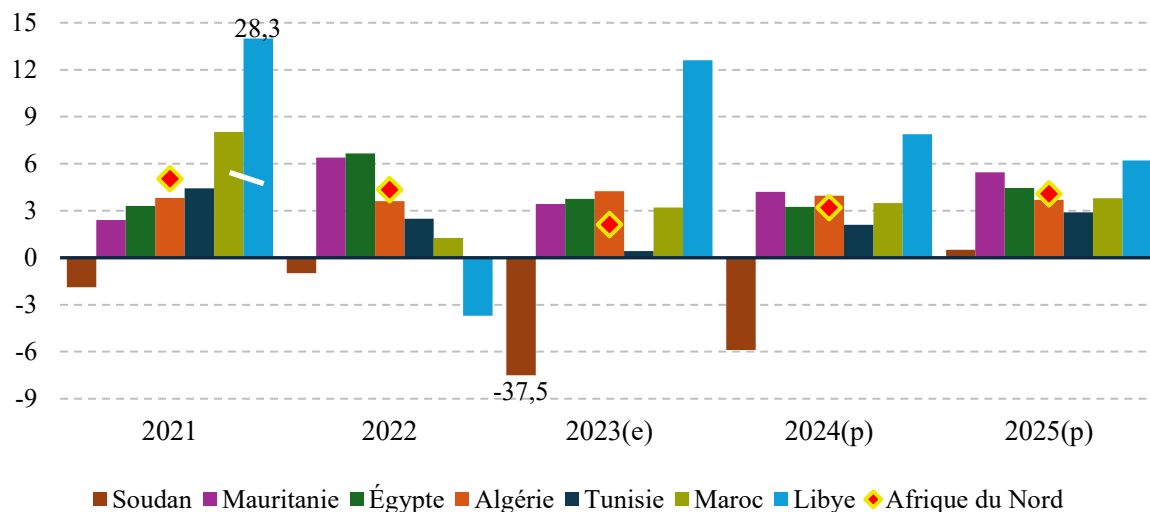
A. Un potentiel de croissance limité par les conflits en cours

6. La croissance économique en Afrique du Nord, en baisse depuis deux périodes consécutives, restera marquée par l'instabilité au cours des années à venir².

7. Après une forte reprise en 2021 à la suite de la crise de la COVID-19, année lors de laquelle elle a atteint 5 %, la croissance économique réelle en Afrique du Nord a diminué d'environ 2,9 points de pourcentage entre 2021 et 2023, passant de 4,3 % en 2022 à 2,1 % en 2023, comme le montre la figure I. Pendant ce temps, le conflit en cours au Soudan continue de déstabiliser l'activité économique et se répercute sur l'ensemble de la sous-région. Même pour l'Afrique du Nord, hors Soudan, les chiffres estimés de la croissance sont à la baisse : de 4,6 % en 2022 à 4,1 % en 2023. Plusieurs facteurs contribuent au ralentissement de la croissance économique dans la sous-région, parmi lesquels : la poursuite de la guerre entre la Fédération de Russie et l'Ukraine, le resserrement des chaînes d'approvisionnement mondiales, le cours élevé des denrées alimentaires et de l'énergie, la faiblesse de la demande mondiale (qui nuit aux exportations), le conflit au Soudan, la guerre dans la bande de Gaza, et les incidences des changements climatiques sur l'agriculture et la production d'électricité. Ce ralentissement de la croissance est encore exacerbé par la fragilité économique, l'instabilité politique et la dépréciation des taux de change.

Figure I

Croissance économique en Afrique du Nord, 2021-2025 (pourcentage du produit intérieur brut annuel)



Source : CEA, d'après Banque africaine de développement, *Perspectives économiques en Afrique 2024*.

Remarque : la représentation du taux de croissance en Libye et au Soudan est tronquée pour l'année 2021 et 2023, respectivement.

² Sauf indication contraire, l'analyse présentée dans cette section se fonde sur le document *Perspectives économiques en Afrique 2024*, de la Banque africaine de développement (BAD), ainsi que sur le Portail de données statistiques de la Banque, disponible à l'adresse : <https://dataportal.opendataforafrica.org/mhuiccf/african-economic-outlook-2024>.

8. Le taux de croissance en Afrique du Nord (hors Soudan) est passé de 4,6 % en 2022 à 4,1 % en 2023. Ce ralentissement a été exacerbé par le resserrement de la politique monétaire, dont l'objectif était de réduire l'inflation. Le taux de croissance du PIB réel en Afrique du Nord devrait augmenter de 1,1 point de pourcentage pour atteindre 3,2 % en 2024 : on table en effet sur un recul économique moins marqué au Soudan et à une reprise de la croissance en Égypte et en Mauritanie. Cette amélioration relative devrait se poursuivre en 2025, avec un taux de croissance attendu de 4,1 %. Malgré les perspectives favorables pour l'économie des pays de la sous-région, la croissance devrait être plus faible en 2025 qu'en 2023, en raison de l'influence continue des facteurs susmentionnés. Malgré la révision à la hausse des prévisions de croissance à court terme, l'évolution du conflit au Soudan risque de peser lourdement sur la croissance moyenne en Afrique du Nord.

9. En 2023, la performance économique de l'Afrique du Nord a considérablement varié d'un pays à l'autre. En raison du conflit en cours, le Soudan a connu une grave contraction de son économie, de 37,5 %, contrastant fortement avec la baisse de 1,0 % enregistrée en 2022. La croissance s'est ralentie en Mauritanie, passant de 6,4 % en 2022 à 3,4 % en 2023, principalement en raison d'une réduction de l'investissement public et d'un ralentissement des exportations. En Égypte, la croissance est passée de 6,7 % en 2022 à 3,8 % en 2023, à cause des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et des conflits régionaux. La Tunisie a enregistré une croissance minimale, de 0,4 % en 2023, contre 2,4 % en 2022, témoignant d'une baisse de l'investissement et des exportations dans un contexte de resserrement des conditions financières. La Libye a en revanche connu une reprise vigoureuse : après une récession en 2022, sa croissance a enregistré un regain de 16,3 points de pourcentage en 2023, à la faveur d'une hausse de la production et du niveau élevé des cours du pétrole. Une accélération notable de la croissance a été observée au Maroc, où elle a atteint 3,2 % en 2023, contre 1,3 % en 2022, en raison de la reprise de la demande intérieure et du retour d'une pluviométrie favorable. L'Algérie a fait preuve de résilience en maintenant sa croissance à 4,2 % en 2023, contre 3,6 % en 2022, sous l'impulsion du secteur des hydrocarbures, malgré le poids des réductions des quotas de production par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

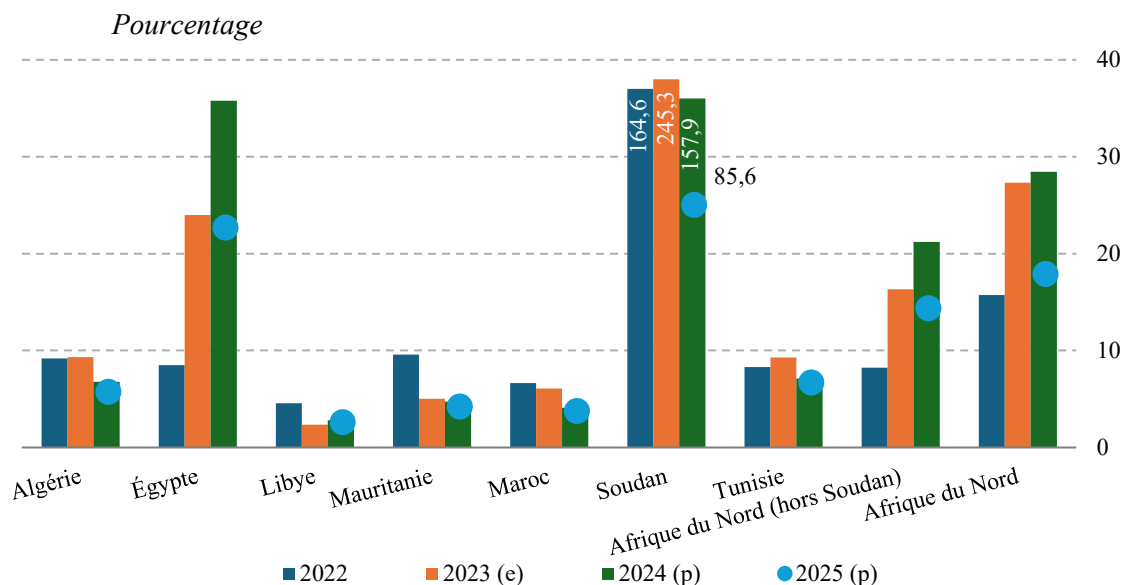
10. En ce qui concerne les années 2024 et 2025, le Soudan devrait se redresser de belle manière, avec une amélioration de 31,6 points de pourcentage en 2024, pour atteindre une croissance de 0,5 % en 2025, sous réserve de la résolution des conflits internes et des tensions régionales. La croissance en Mauritanie devrait atteindre une moyenne de 4,2 % en 2024 et s'accroître à 5,5 % en 2025, grâce à la production de gaz et à la hausse des investissements. Une reprise progressive est attendue en Égypte, avec un rebond de la croissance à 4,5 % en 2025, grâce à l'augmentation des investissements, de la consommation et des exportations. Les réformes économiques prévues en Tunisie devraient lui permettre de connaître une croissance de 2,1 % en 2024 et de 2,9 % en 2025. En raison de l'instabilité politique persistante, la croissance en Libye devrait se tasser à 7,9 % en 2024 et à 6,2 % en 2025. Une croissance stable est prévue au Maroc, avec un PIB qui devrait croître de 3,8 % aussi bien en 2024 qu'en 2025. Enfin, en Algérie, la croissance du PIB devrait ralentir à 4,0 % en 2024, puis à 3,7 % en 2025, en raison de dépenses publiques engagées dans un contexte d'ajustements des quotas de production de pétrole.

B. Persistance d'une inflation élevée

11. L'inflation reste très élevée et continue de peser sur l'économie des pays d'Afrique du Nord, en raison notamment d'une persistance de la flambée des prix et de la poursuite de la guerre au Soudan.

12. Comme le montre la figure II, en 2023, l'inflation moyenne des prix à la consommation en Afrique du Nord a bondi de 11,6 points de pourcentage pour atteindre 27,3 %, contre 15,7 % en 2022. Cette situation est en grande partie due aux fortes pressions inflationnistes au Soudan. Même en excluant le Soudan, l'inflation dans la sous-région a tout de même atteint 16,3 % en 2023, contre 8,2 % en 2022. C'est la conséquence de l'augmentation des prix des denrées alimentaires locales provoquée par les pénuries engendrées par la sécheresse, mais aussi de la dépréciation des devises nationales par rapport à un dollar revigoré par la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis. Sur la période 2022-2023, l'inflation s'est intensifiée dans quatre pays, allant jusqu'à atteindre un taux à deux chiffres en Égypte et au Soudan. En 2024, l'inflation devrait rester élevée, à 28,4 % (21,2 % hors Soudan). On s'attend en effet à une pression à la hausse continue en Égypte et au maintien de taux d'inflation élevés au Soudan en raison du conflit en cours.

Figure II
Taux d'inflation annuels en Afrique du Nord, 2022-2025 (pourcentage)



Source : CEA, d'après Banque africaine de développement, *Perspectives économiques en Afrique 2024*.

13. En 2023, l'inflation dans les pays d'Afrique du Nord variait d'un pays à l'autre, influencée tant par des facteurs locaux que par des facteurs mondiaux. Le Soudan a été confronté à une grave inflation (245,3 %), exacerbée par le conflit en cours et la dépréciation de sa devise. En Égypte, l'inflation s'est élevée à 24 % sous l'effet des perturbations du marché mondial des céréales, de la crise énergétique et de la dépréciation de la livre égyptienne. L'Algérie et la Tunisie ont connu une inflation modérée, de 9,3 %. La Mauritanie et le Maroc ont enregistré une baisse de l'inflation

(5,0 % et 6,1 %, respectivement) due à l'amélioration des conditions agricoles, malgré des difficultés telles que la sécheresse. La Libye a maintenu une inflation faible (2,4 %) grâce à la stabilité de son offre intérieure et à la prudence de sa politique monétaire.

14. L'inflation devrait fortement diminuer au Soudan au cours des deux prochaines années (157,9 % et 85,6 %, respectivement), sous réserve d'efforts de stabilisation économique et politique. L'inflation devrait rester élevée en Égypte, à 35,8 % en 2024, avant de redescendre quelque peu, à 22,7 % en 2025. Une baisse de l'inflation est en revanche attendue en Tunisie (7,1 % en 2024, 6,7 % en 2025), en Algérie (6,8 % en 2024, 5,7 % en 2025) et au Maroc (4,1 % en 2024, 3,8 % en 2025). L'inflation devrait rester inchangée en Mauritanie au cours des deux prochaines années (4,7 % et 4,2 %). Enfin, les perspectives d'inflation en Libye sont stables, à 2,8 % en 2024 et 2,6 % en 2025, en raison de politiques monétaires cohérentes et des conditions du marché mondial.

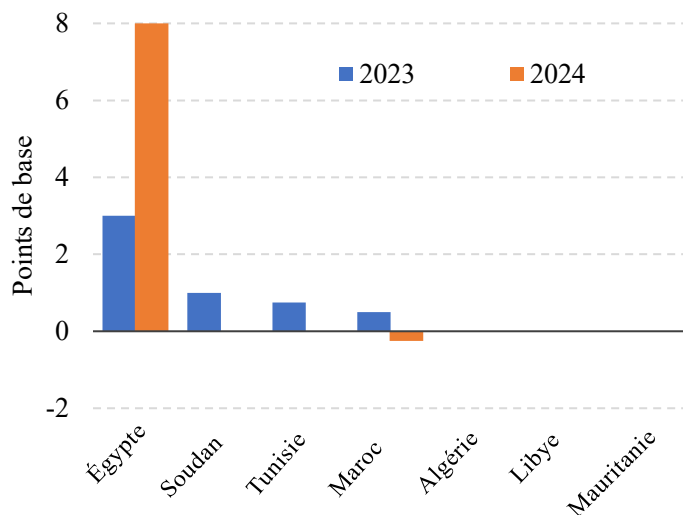
C. Politique monétaire

15. Le conflit en cours entre la Fédération de Russie et l'Ukraine continue d'exercer une importante pression sur la situation financière internationale, entraînant des pressions inflationnistes persistantes et une dépréciation de la monnaie dans toute l'Afrique du Nord, ce qui complique le service de la dette et affaiblit l'économie des pays de la sous-région. Ces effets sont illustrés dans les figures III et IV.

16. La Banque centrale d'Égypte a relevé son taux directeur de 3 points de pourcentage de janvier à décembre 2023, à 19,25 % à la fin de l'année. Dans un contexte de flambée des prix et de dépréciation de la livre égyptienne, ce taux a été porté à 27,25 % en mai 2024, soit une augmentation de 8 points de pourcentage qui souligne la gravité de la crise économique dans le pays. En 2023, la livre égyptienne s'est dépréciée de 59,67 % par rapport au dollar. Au Soudan, le taux directeur, qui avait connu des fluctuations en 2022, a été légèrement revu à la hausse, d'un point de pourcentage entre janvier et mai 2023, pour se stabiliser à 27,30 %. La situation du pays reste très volatile en raison du conflit en cours, la livre soudanaise s'étant fortement dépréciée, perdant au moins 50 % de sa valeur ; l'inflation reste élevée.

Figure III

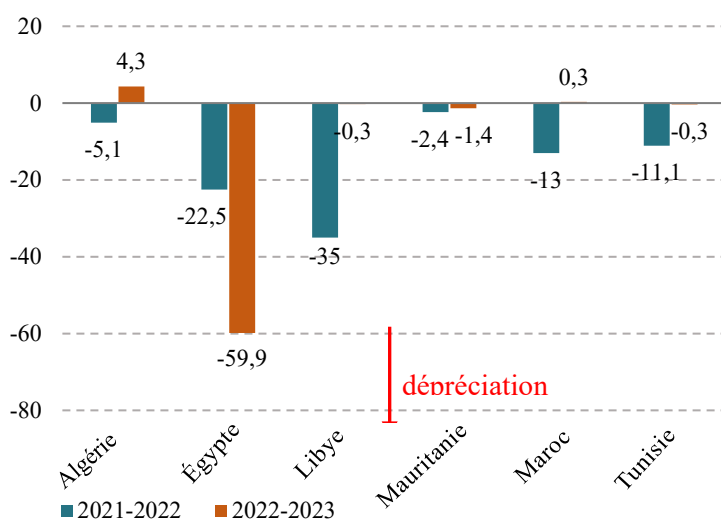
Variation du taux de politique monétaire des pays d'Afrique du Nord en 2023 et 2024 (points de base)



Source : FocusEconomics, données 2023 sur les taux d'intérêt directeurs, disponibles à l'adresse suivante : <https://www.focus-economics.com/economic-indicator/policy-interest-rate/> ; données 2024 de Trading Economics, disponibles à l'adresse : <https://tradingeconomics.com/>.

Figure IV

Évolution du taux de change des devises nationales par rapport au dollar, sur les périodes 2021-2022 et 2022-2023 (pourcentage)



Source : CEA, d'après la base de données socio-économiques de la Banque africaine de développement, disponible à l'adresse suivante : <https://dataportal.opendataforafrica.org/nbyenxf/afdb-socio-economic-database-1960-2022>.

17. En Tunisie, le taux d'intérêt directeur a légèrement augmenté, passant de 7,25 % à la fin de 2022 à 8 % au 31 janvier 2023 ; il est ensuite resté inchangé pendant le reste de l'année. Malgré des difficultés telles que la faible pluviométrie, l'inflation y a été

gérée de façon adroite, et la devise locale ne s'est dépréciée que de 0,32 % par rapport au dollar au cours de la période 2022-2023. Au Maroc, le taux directeur de la banque centrale a augmenté modestement début janvier 2023, de 0,5 point de pourcentage, pour atteindre 3 % en mai. Constatant la baisse de l'inflation en 2023 et l'appréciation de 0,3 % de la monnaie locale par rapport au dollar, la banque centrale a par la suite réduit le taux directeur de 0,25 point de pourcentage, pour le ramener à 2,75 % en juin 2024.

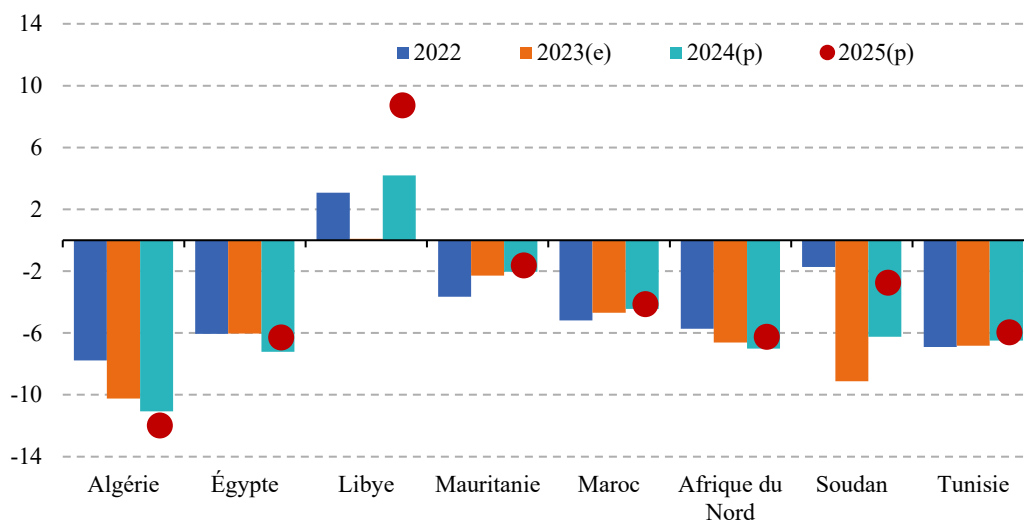
18. Les banques centrales d'Algérie, de Libye et de Mauritanie ont maintenu leur taux d'intérêt directeur inchangé tout au long de l'année 2023 dans le but de stimuler l'investissement et l'activité économique dans leurs pays respectifs. En 2023, le dinar algérien s'est déprécié de 4,3 % par rapport au dollar, le dinar libyen de 0,28 % et l'ouguiya mauritanienne de 1,4 %, à la suite de dévaluations monétaires stables ou mineures.

D. Creusement du déficit budgétaire

19. Compte tenu de la persistance des chocs, le déficit budgétaire s'est creusé en 2023 en Afrique du Nord, mais cette détérioration de la situation budgétaire reste inférieure à celle observée à la suite de la crise de la COVID-19.

20. Comme le montre la figure V, le déficit budgétaire moyen en Afrique du Nord s'est creusé de 0,9 point de pourcentage en 2023 (de 5,7 % du PIB en 2022 à 6,6 % du PIB). Étant donné la persistance des incertitudes économiques, exacerbées par les crises en Égypte, au Soudan et en Tunisie, le déficit budgétaire de l'Afrique du Nord devrait encore s'accroître pour atteindre 7 % du PIB en 2024, avant de se réduire légèrement à 6,3 % en 2025. Les projections indiquent un déficit plus élevé par rapport à 2022, dû aux tensions budgétaires et à l'instabilité économique actuelles dans la sous-région.

Figure V
Soldes budgétaires en Afrique du Nord, 2022-2025 (pourcentage du produit intérieur brut)



Source : CEA, d'après Banque africaine de développement, *Perspectives économiques en Afrique 2024*, et Banque africaine de développement, *Portail de données statistiques*.

21. En 2023, les pays d'Afrique du Nord feront face à d'importantes difficultés budgétaires, influencées par des facteurs tant internes qu'externes. Le déficit budgétaire de l'Algérie s'est creusé pour atteindre 10,2 % du PIB, sous l'effet des dépenses liées aux salaires et aux pensions des fonctionnaires, qui sont en hausse alors que l'amélioration des recettes a été modeste et que les revenus de la fiscalité pétrolière sont en légère baisse. De son côté, le Soudan a connu une forte détérioration de sa situation budgétaire : son déficit est passé de 1,7 % du PIB en 2022 à 9,1 %, dans un contexte de baisse des recettes fiscales et d'inflation élevée, en raison du conflit qui sévit sur son territoire. La Tunisie a réussi à stabiliser son déficit budgétaire à 6,8 % du PIB malgré les chocs économiques, même si des risques subsistent en raison de l'importance des dépenses du secteur public et des subventions à la consommation. La Libye n'a maintenu qu'un modeste excédent budgétaire de 0,1 % de son PIB (contre 3,1 % en 2022), en raison de la baisse des cours mondiaux du pétrole et de la priorité accordée aux dépenses courantes par rapport aux investissements publics. En revanche, la Mauritanie a réduit son déficit budgétaire à 2,3 % du PIB (contre 3,6 % en 2022) grâce à l'augmentation de ses recettes fiscales et à la réduction de ses dépenses d'investissement au vu de l'incertitude économique mondiale. Le Maroc a réduit son déficit budgétaire à 4,7 % du PIB, contre 5,2 % en 2022, grâce à une gestion efficace des recettes et à des ajustements des subventions, bénéficiant ainsi des efforts de relance économique. Enfin, l'Égypte a stabilisé son déficit budgétaire à 6,0 % du PIB, en légère amélioration par rapport à l'année précédente, grâce à l'augmentation des recettes fiscales et à un excédent primaire plus élevé, bien que des difficultés persistent en raison de la hausse des paiements au titre du service de la dette et des pressions inflationnistes.

22. En 2024 et 2025, les perspectives d'équilibre budgétaire en Afrique du Nord varient d'un pays à l'autre. En Algérie, on s'attend que le déficit budgétaire se creuse encore pour atteindre 11,1 % en 2024 et 12 % en 2025 : on anticipe en effet une baisse potentielle des recettes tirées des hydrocarbures, dans un contexte de stabilisation des cours du pétrole et de réduction de la production de l'OPEP. Au Soudan, le déficit budgétaire devrait se réduire progressivement pour atteindre 6,3 % en 2024 et 2,8 % en 2025, sous réserve de l'amélioration des conditions économiques et des efforts de stabilisation dans le contexte des actuelles difficultés politiques et économiques. Grâce à des mesures d'assainissement budgétaire, le déficit budgétaire de la Tunisie devrait baisser à 6,5 % du PIB en 2024 puis à 6,0 % en 2025 malgré les pressions persistantes exercées par les salaires et les subventions au secteur public. On table sur un excédent budgétaire de 4,2 % du PIB en 2024 puis de 8,7 % en 2025 en Libye, grâce à l'augmentation attendue des recettes d'hydrocarbures à la suite de la stabilisation des cours et de la production de pétrole au niveau mondial. En Mauritanie, le déficit budgétaire devrait s'améliorer pour atteindre 2,0 % du PIB en 2024 et 1,6 % en 2025, grâce à l'augmentation des recettes et à une gestion rigoureuse des dépenses. Le déficit budgétaire du Maroc devrait se réduire progressivement pour atteindre 4,4 % du PIB en 2024 et 4,2 % en 2025, à la faveur des actuels efforts de relance économique et d'une politique budgétaire prudente. L'Égypte, quant à elle, fait face à des difficultés persistantes. Son déficit budgétaire devrait se stabiliser autour du niveau actuel en 2024 et 2025, dans un contexte d'efforts continus pour maîtriser les obligations liées au service de la dette et les pressions inflationnistes.

E. Un excédent extérieur notable malgré les incertitudes persistantes

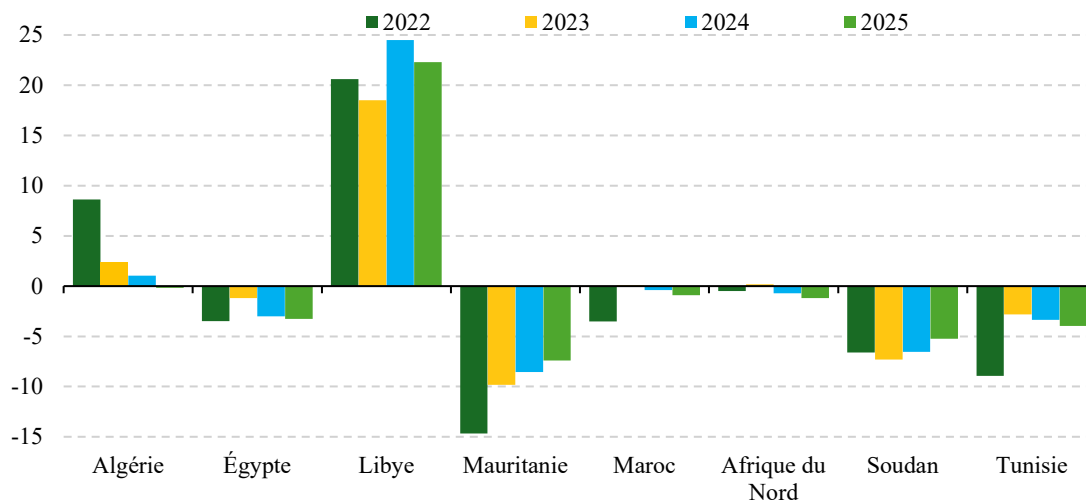
23. L'Afrique du Nord a affiché un excédent extérieur en 2023, mais des incertitudes persistent en raison de la baisse de la demande mondiale, de la stabilisation des

réductions de la production pétrolière et des cours élevés des denrées alimentaires et de l'énergie, qui pèsent sur les importateurs de produits de base. La baisse du prix de l'énergie devrait réduire les recettes pétrolières des pays exportateurs de pétrole (Algérie, Égypte), ce qui risque de compromettre leur situation budgétaire.

24. Selon les estimations, le compte courant de la sous-région devrait afficher un excédent de 0,2 % du PIB en 2023, ce qui constitue une nette amélioration par rapport au déficit de 0,5 % enregistré l'année précédente. Cet excédent a été alimenté par les gains provenant des exportations nettes de pétrole en Algérie et en Libye, ainsi que par des mesures correctives visant à rétablir les équilibres extérieurs après les fortes contractions survenues au plus fort de la pandémie de COVID-19 et de la guerre entre la Fédération de Russie et l'Ukraine. En 2023, malgré l'amélioration des déficits du compte courant dans quatre des sept pays de la sous-région (Égypte, Maroc, Mauritanie et Tunisie), l'Afrique du Nord présentait un excédent extérieur équivalent à 0,2 % de son PIB. Cette situation devrait malheureusement empirer pour atteindre des déficits de 0,7 % en 2024 et de 1,2 % en 2025, respectivement. Ces déficits sont dus aux incertitudes économiques persistantes, à la guerre prolongée entre la Fédération de Russie et l'Ukraine, aux crises dans certains pays de la sous-région et à la tendance à la baisse du cours du pétrole, qui se fait ressentir sur plusieurs pays tributaires des exportations pétrolières. L'évolution du compte courant des pays est présentée à la figure VI.

Figure VI

Comptes courants en Afrique du Nord, 2022-2025 (Pourcentage du produit intérieur brut)



Source : CEA, d'après Banque africaine de développement, *Perspectives économiques en Afrique 2024*, et Banque africaine de développement, *Portail de données statistiques*.

25. En 2023, la Libye a maintenu une position extérieure solide, malgré un léger recul, à 18,5 % du PIB contre 20,6 % en 2022, principalement due à la baisse des cours du pétrole. Du fait de la réduction des volumes d'exportation d'hydrocarbures, l'excédent du solde de l'Algérie est tombé à 2,3 % de son PIB, contre 8,6 % en 2022. Grâce à la croissance du tourisme et l'augmentation des envois de fonds par les travailleurs émigrés, le compte courant du Maroc s'est légèrement amélioré pour atteindre un excédent

équivalant à 0,1 % de son PIB³. La Tunisie a réalisé d'importants progrès en réduisant son déficit courant de 6,1 points de pourcentage, sous l'effet d'une baisse des importations et d'une bonne résistance de ses exportations. Le déficit de la Mauritanie s'est réduit à 9,8 % de son PIB, en raison de la hausse de la valeur de ses exportations et d'une diminution de ses importations. En Égypte, le tourisme et les recettes du canal de Suez ont permis d'améliorer le déficit, qui n'atteint plus que 1,2 % du PIB. Le Soudan a dû faire face à un déficit courant accru, équivalant à 7,3 % de son PIB, exacerbé par l'instabilité politique qui a réduit ses exportations.

26. En 2024 et 2025, la Libye prévoit une position extérieure renforcée, équivalant à 24,5 et 22,3 % de son PIB, respectivement, grâce à la stabilisation des cours du pétrole et à l'augmentation de la production. Si l'Algérie s'attend à un excédent équivalant à 1,0 % de son PIB en 2024, elle prévoit en revanche un léger déficit de 0,2 % du PIB en 2025 en raison de la persistance des problèmes liés à l'exportation. Le Maroc et la Tunisie devraient voir leurs déficits se creuser en raison de déséquilibres commerciaux et de pressions extérieures. La Mauritanie vise à poursuivre l'amélioration de son déficit, passant à 8,5 % du PIB en 2024 et à 7,4 % du PIB en 2025, grâce à la mise en service de nouvelles unités de production de gaz et à la stabilisation du prix de l'énergie. Sous l'effet des crises régionales qui entravent les échanges, le déficit de l'Égypte devrait atteindre 3,0 % du PIB en 2024, et 3,2 % en 2025. Le Soudan prévoit des améliorations progressives, avec un déficit ramené à 6,5 % du PIB en 2024 et à 5,2 % du PIB en 2025, sous réserve de la stabilisation de la situation politique et des efforts de relance de l'économie mondiale. Les projections mettent en évidence les diverses difficultés et potentialités économiques des pays d'Afrique du Nord, qui sont dépendants des matières premières, du tourisme et de la dynamique du commerce extérieur.

F. Inquiétudes suscitées par la dynamique de la dette souveraine

27. La dynamique de la dette souveraine totale reste une source d'inquiétude dans plusieurs pays d'Afrique du Nord, étant donné les vulnérabilités persistantes de la sous-région⁴.

28. La dette brute de l'Afrique du Nord a augmenté de 8,8 points de pourcentage en 2023, passant de 79,7 à 88,4 % de son PIB. Cette augmentation est la conséquence de la hausse des dépenses budgétaires visant à atténuer les chocs économiques, aggravés par les tensions géopolitiques qui ont fait grimper les prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Une diminution progressive du taux d'endettement moyen est prévue en 2024 et 2025, avec une baisse à 85,3 % et 78,0 % du PIB, respectivement. Cette amélioration dépend de la stabilisation des conditions économiques intérieures, notamment de la baisse des déficits budgétaires, et de la réduction des incertitudes économiques sur le plan international. Comme l'illustre la figure VII, la dynamique de la dette dans la sous-région restera instable jusqu'à ce que le conflit au Soudan soit résolu, que les tensions internationales s'apaisent, que les coûts élevés du service de la dette causés par les

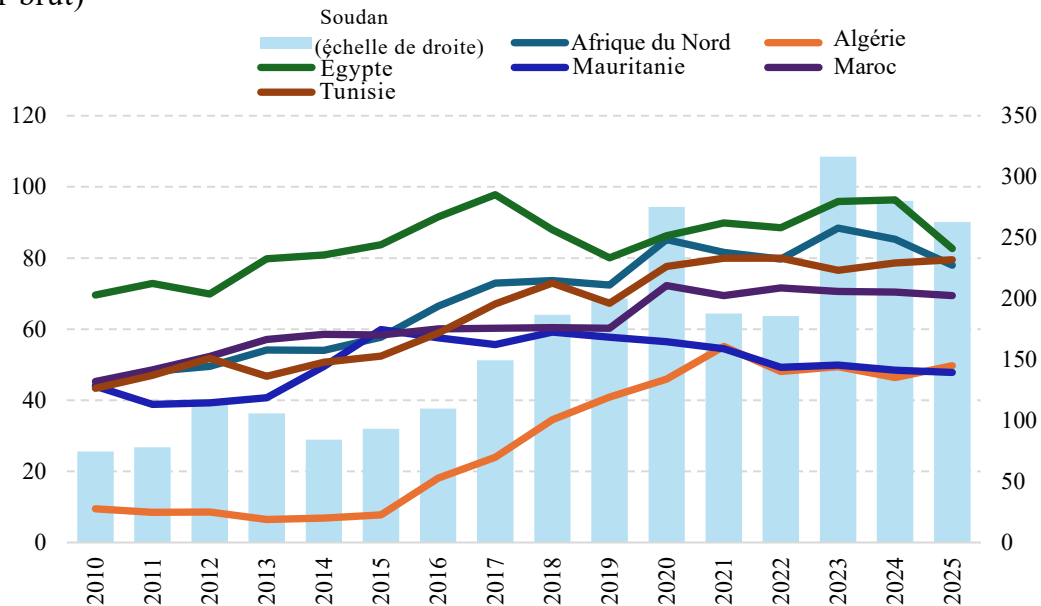
³ Banque africaine de développement, Portail de données statistiques.

⁴ Sauf indication contraire, l'analyse présentée dans cette section se fonde sur la Base de données sur les perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international (avril 2024), disponible à l'adresse : www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2024/April (site consulté le 17 mai 2024), ainsi que sur le *Datamapper* du Fonds monétaire international, « *General Government Gross Debt* », 2024, disponible à l'adresse : https://www.imf.org/external/datamapper/GGXWDG_NGDP@WEO/DZA/EGY/MAR/MUS/SDN/TUN.

dépréciations du taux de change puissent être gérés et que les risques de refinancement soient levés.

Figure VII

Dynamique de la dette en Afrique du Nord, 2010-2025 (pourcentage du produit intérieur brut)



Source : CEA, à partir de Fonds monétaire international, base de données sur les perspectives de l'économie mondiale.

Remarque : les chiffres pour le Soudan, qui sont beaucoup plus élevés que ceux des autres pays, sont présentés sous forme de diagramme à barres sur l'échelle comprimée fournie à droite.

29. La dette souveraine totale du Soudan, aux prises avec une crise économique prolongée exacerbée par un conflit interne, a bondi de 70 % en 2023, passant brusquement de 185,8 % du PIB en 2022 à 316,5 %. Malgré les prévisions d'un ralentissement du taux de croissance d'ici 2024 et 2025, la dette publique totale du Soudan reste alarmante : on estime qu'elle vaudra l'équivalent de 280,3 % et de 262,9 % de son PIB pour ces deux années, respectivement. L'Égypte a connu une augmentation de 7,4 points de pourcentage de sa dette en pourcentage de son PIB en 2023, en raison principalement des difficultés économiques aggravées par la dévaluation de sa devise. Le niveau de la dette devrait encore s'accroître pour atteindre l'équivalent de 96,4 % de son PIB en 2024, puis diminuer légèrement pour atteindre 82,9 % en 2025. En revanche, en Tunisie, la dette totale en pourcentage du PIB a légèrement diminué, passant de 79,9 % du PIB en 2022 à 76,5 % en 2023. La charge de la dette y reste importante : près de 2,8 milliards de dollars étaient alloués au service de la dette en 2023, un chiffre qui devrait passer à 3,9 milliards de dollars en 2024, ce qui pose des problèmes du point de vue de la soutenabilité de la dette sur le long terme⁵. Le Fonds monétaire international (FMI) indique que la dette de la Tunisie en pourcentage de son PIB devrait augmenter pour atteindre 78,6 % en 2024, et 79,5 % en 2025. La dette publique totale de l'Algérie,

⁵ International Crisis Group, *Tunisia's challenge: avoiding default and preserving peace*, Rapport n° 243 (Tunis ; Bruxelles, 2023).

qui est essentiellement intérieure, s'est légèrement accrue entre 2022 et 2023, passant de 48,1 à 49,5 % de son PIB en 2023. Les perspectives du pays restent stables, même si l'aggravation de son déficit budgétaire devrait se répercuter sur le niveau de sa dette, qui devrait atteindre l'équivalent de 49,7 % de son PIB en 2025. La dette publique de la Mauritanie a légèrement augmenté, passant de 49,2 % du PIB en 2022 à 49,9 % en 2023, restant « modérée » selon la classification faite par le FMI en mars 2024⁶. Le niveau de la dette devrait se stabiliser à une moyenne de 48,1 % du PIB sur la période 2024-2025. Au Maroc, après une forte hausse en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, la dette publique totale s'est stabilisée autour de 70 %, passant de 71,6 % du PIB en 2022 à 70,6 % en 2023. Cette tendance devrait se poursuivre, les prévisions faisant état d'un niveau d'endettement de 70,4 % en 2024 et de 69,4 % en 2025.

II. Quelques tendances sociales

30. L'un des principaux enjeux en Afrique du Nord est le taux de chômage élevé, en particulier chez les jeunes. Selon l'Organisation internationale du Travail⁷, le taux de chômage total est passé de 10,9 % en 2022 à 11,3 % en 2023. Malgré des fluctuations d'une année sur l'autre, le chômage a, globalement, légèrement diminué dans la plupart des pays d'Afrique du Nord entre 2020 et 2023, se rapprochant ainsi du niveau enregistré avant la pandémie de COVID-19.

31. Comme le montre la figure VIII, le chômage des jeunes reste un problème important en Afrique du Nord, avec un taux supérieur à 20 % dans toute la sous-région, ce qui met en évidence les difficultés d'intégration des jeunes sur le marché du travail⁸. En Égypte, le chômage des jeunes a diminué, passant de 20,7 % en 2019 à 15,6 % en 2023, ce qui indique l'efficacité potentielle de la reprise économique et des mesures prises en faveur de l'emploi des jeunes. Au Maroc, le taux de chômage des jeunes a culminé à 27,4 % en 2020, avant de diminuer pour revenir à 23,4 % en 2023. Même si cette baisse est prometteuse, le taux reste élevé, ce qui indique que des défis liés à l'économie et aux politiques demeurent. Le chômage des jeunes a augmenté en Mauritanie, au Soudan et en Tunisie entre 2019 et 2023, passant respectivement de 23,4 % à 23,9 %, de 33,8 % à 39,0 %, et de 39,0 % à 40,5 %. C'est le signe d'une détérioration des conditions économiques et d'une aggravation de l'instabilité nuisant aux possibilités d'emploi des jeunes⁹.

⁶ Fonds monétaire international, *République islamique de Mauritanie : premières revues des accords au titre du mécanisme élargi de crédit et de la facilité élargie de crédit, demandes de modification de critères de réalisation et de dérogation pour non-respect d'un critère de réalisation, et demande d'un accord au titre de la facilité pour la résilience et la durabilité*, bibliothèque en ligne du FMI, vol. 2023, n° 444 (Washington, 2023).

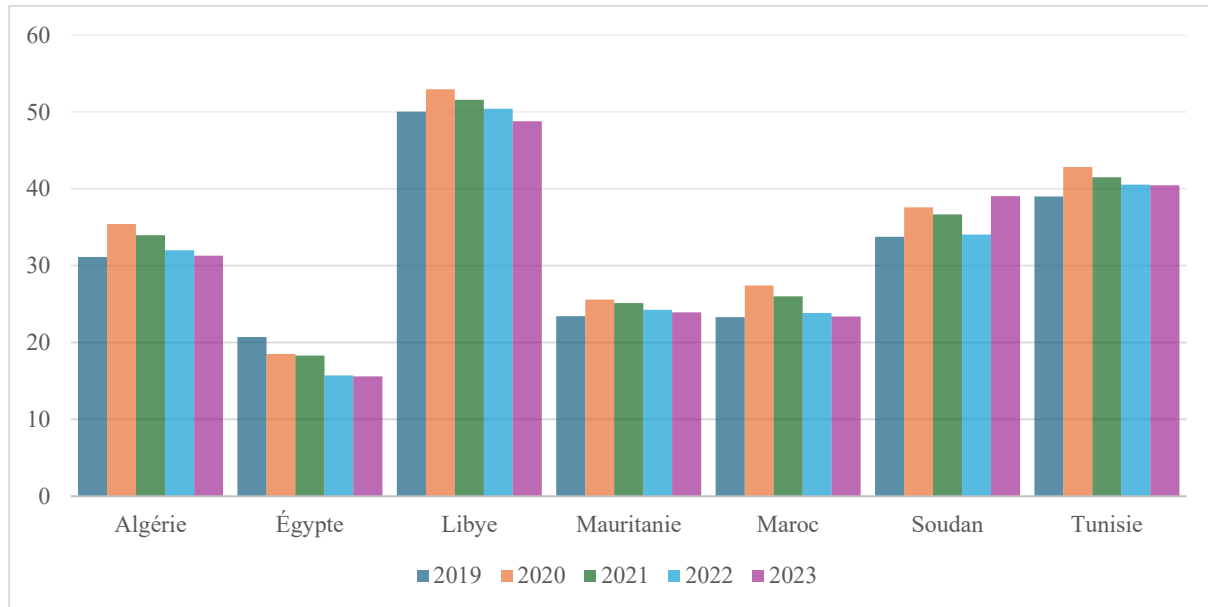
⁷ Organisation internationale du Travail, *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2024* (Genève, 2024).

⁸ *Ibid.*

⁹ Organisation internationale du Travail, base de données *ILO Modelled Estimates (ILOEST)*, disponible à l'adresse : ilostat.ilo.org/data (site consulté le 18 juin 2024), et Banque mondiale, base de données des indicateurs du développement dans le monde, disponible à l'adresse : <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators#> (site consulté le 22 mai 2024).

Figure VIII

Taux de chômage des jeunes en Afrique du Nord, 2019-2023 (pourcentage de la population active totale)



Source : CEA, d'après la base des données de l'Organisation internationale du Travail, *ILO Modelled Estimates (ILOEST)*.

32. Les tendances variables du taux de chômage en Afrique du Nord peuvent être le reflet de la diversité des mesures prises et des réformes économiques introduites par les pays. Par exemple, le taux de chômage a connu une baisse plus importante en Égypte, ce qui suggère que les décisions prises pour l'économie et les interventions sur le marché du travail ont été efficaces dans ce pays. À l'inverse, les pays confrontés à une forte instabilité politique, comme la Libye et le Soudan, ont tendance à connaître un taux de chômage plus élevé et plus variable, ce qui met en évidence l'influence des conditions politiques sur la stabilité économique et la création d'emplois. La lutte contre le chômage à long terme passe par des réformes économiques soutenues, une stabilité politique et une amélioration de la gouvernance. C'est particulièrement le cas en ce qui concerne le chômage des femmes et des jeunes.

III. Conclusions et recommandations

33. Le conflit actuel entre la Fédération de Russie et l'Ukraine a entraîné, pour la deuxième année de suite, des incertitudes économiques dans le monde. En Afrique du Nord, ces incertitudes ont été exacerbées par les guerres qui ont éclaté en 2023 au Soudan et dans la bande de Gaza. La situation au Soudan se caractérise par une crise humanitaire qui va en s'intensifiant, causant des dommages considérables aux infrastructures et se soldant par une contraction de 37,5 % du taux de croissance du PIB réel du pays en 2023. De son côté, l'Égypte est particulièrement vulnérable aux perturbations dans la région de la mer Rouge. En outre, on s'attend à une hausse des prix des denrées alimentaires sur le plan mondial, ce qui pourrait prolonger les mesures de « resserrement quantitatif » adoptées par les pays développés en 2022. Ces mesures ont pour objet une réduction de la masse monétaire et une hausse des taux d'intérêt, ce qui entraînera pour les pays

d’Afrique du Nord une hausse des coûts d’emprunt et un accès limité aux marchés financiers, mettant en question la soutenabilité de la dette et la relève postpandémique.

34. La croissance économique en Afrique du Nord a diminué pendant deux périodes consécutives. Parmi les pays de la sous-région, en 2023, le PIB réel n’a augmenté qu’en Algérie, en Libye et au Maroc. La croissance du PIB réel dans la sous-région devrait toutefois atteindre un taux de 3,2 % en 2024, contre 2,1 % en 2023, en raison d’une possible amélioration de la situation politique au Soudan et de perspectives économiques mondiales et régionales favorables. Néanmoins, le taux d’inflation demeure élevé dans la sous-région. Les pressions inflationnistes sont à l’origine d’importations de denrées alimentaires et de mesures fiscales et monétaires accommodantes en Algérie, ainsi que d’une pénurie de devises en Égypte. Le Soudan a connu un niveau d’inflation particulièrement élevé. L’insécurité alimentaire y reste fort préoccupante.

35. Dans l’ensemble, le resserrement de la politique monétaire s’est interrompu dans la sous-région. En 2023, seules les banques centrales d’Égypte et du Soudan ont mis en œuvre des mesures monétaires restrictives, en augmentant les taux d’intérêt directeurs pour lutter contre l’inflation et stabiliser leur monnaie. Même si l’Afrique du Nord a affiché un excédent extérieur en 2023, les vulnérabilités extérieures restent fortes.

36. Étant donné l’incertitude imminente résultant de la confluence des crises et des vulnérabilités préexistantes, plusieurs recommandations paraissent pertinentes. Leur applicabilité dépend toutefois des caractéristiques spécifiques du paysage macroéconomique de chaque pays et des difficultés posées par l’inflation. Dans toute l’Afrique du Nord, les pays devraient s’efforcer d’atteindre les objectifs suivants :

a) Renforcer leur résilience en consolidant leur situation financière et budgétaire afin de réduire graduellement le niveau de la dette, grâce à la mobilisation de financements supplémentaires, la mise en œuvre de réformes fiscales et la restructuration des systèmes de subventions ;

b) Progresser suffisamment dans la mise en œuvre des réformes structurelles pour surmonter les faiblesses structurelles de longue date, telles que la persistance d’un taux de chômage élevé, la faible croissance de la productivité, l’importante empreinte de l’État et la forte dépendance à l’égard des produits de base, afin d’atteindre les perspectives de croissance à moyen terme.

37. Au niveau national :

a) L’Algérie devrait encourager plus d’investissements du secteur privé hors hydrocarbures ;

b) L’Égypte devrait maintenir un régime de change flexible et un cadre crédible de lutte contre l’inflation, afin de restaurer la confiance et de parvenir à la stabilité macroéconomique ;

c) La Libye devrait s’attaquer aux pressions sous-jacentes sur le taux de change, éviter les dépenses procycliques et assurer la résilience macroéconomique ;

d) La Mauritanie devrait améliorer l’efficacité de ses dépenses publiques, mobiliser le secteur privé pour la mise en œuvre de stratégies d’adaptation aux changements climatiques, diversifier son économie et encourager une croissance forte, durable et inclusive ;

e) Le Maroc devrait poursuivre son assainissement budgétaire, afin de réduire son déficit et de maintenir son ratio d'endettement à un niveau soutenable ;

f) Le Soudan devrait rétablir la paix et accompagner les efforts de reconstruction et de réparation des infrastructures endommagées par le conflit ;

g) La Tunisie devrait augmenter son financement externe de manière notable, compte tenu du niveau élevé des montants à rembourser au titre de l'échéancier d'amortissement de sa dette, s'attaquer aux déséquilibres budgétaires afin que la politique monétaire devienne un outil plus efficace pour stabiliser l'inflation et, plus généralement, préserver l'indépendance de sa banque centrale et de son bilan.
